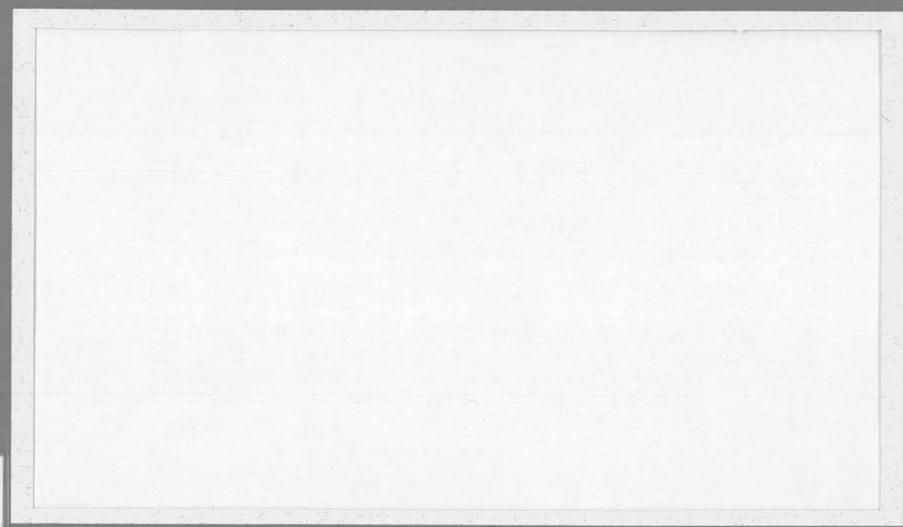


Centre de recherche
pour l'étude
et l'observation
des conditions
de vie



142, rue du Chevaleret
75013 PARIS
Tél. (1) 40 77 85 00
Fax (1) 40 77 85 09

*Carl - Catégorie femme et : notes de recherche ?
Notes des idées et résultats ?*

Sou1996-952

DIRECTION
IMPORTANT

est soumis à embargo ou à
l'ordre du commanditaire de l'étude dont il
est tenu au titre de vos responsabilités à

NE PAS
DIFFUSER

Enq. cond. de vie et asp. des Fr. -
Janv. 1996, après poussée de fièvre,
accalmie et inquiétude vis-à-vis de
l'avenir / G. Hatchuel. Mars 1996.

CREDOC•Bibliothèque



CREDOC

L'ENTREPRISE DE RECHERCHE



Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

**Janvier 1996 : Après une poussée de fièvre,
l'accalmie s'accompagne d'une inquiétude
désabusée vis-à-vis de l'avenir**

*Note confidentielle réservée aux souscripteurs
au système d'enquêtes*

Georges Hatchuel

Complément aux premiers résultats de la vague de début 1996

25 MARS 1996

142, rue du Chevaleret
7 5 0 1 3 - P A R I S

CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANCAIS

Le Département "Conditions de vie et Aspirations des Français" est composé de :

Georges Hatchuel (Directeur adjoint du CREDOC) et de :

**Franck Berthuit, Catherine Duflos, Ariane Dufour, Françoise Gros, Anne-Delphine Kowalski,
Lucette Laurent, Jean-Pierre Loisel.**

CREDOC

**Président : Bernard Schaefer
Directeur : Robert Rochefort**

CREDOC

25 Mars 1996

G. Hatchuel

**Janvier 1996 : Après une poussée de fièvre,
l'accalmie s'accompagne d'une inquiétude
désabusée vis-à-vis de l'avenir**

L'enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français" est réalisée chaque année depuis 1978. Instrument original, multi-thématique, mêlant indicateurs subjectifs et objectifs, l'enquête permet de mettre en évidence les principaux mouvements de fond traversant la société française. Elle fournit aussi un éclairage tout particulier sur les tendances conjoncturelles qui affectent, chaque année, le corps social. Les premiers résultats de la vague de Décembre 1995 - Janvier 1996, réalisée à l'issue des mouvements sociaux intervenus en fin d'année, fournissent, à cet égard, une idée très significative du climat de l'opinion au début 1996.

Analysées par comparaison avec les résultats de Janvier 1995, sept évolutions méritent d'être observées avec attention. Elles mettent en évidence les jugements contradictoires d'une société désabusée qui semble avoir tiré les leçons de la « réforme » avortée de la fin 1995 : le désir de voir la société se transformer radicalement diminue sensiblement, en même temps que la crainte de l'avenir s'élève. Comme si, après une poussée de fièvre et l'espoir suscité par les élections, le corps social s'était « recroquevillé » - provisoirement ? durablement ? - sur ses acquis ou sur la certitude que la situation économique n'allait pas s'améliorer rapidement.

- 1 - Le nombre de partisans de « réformes radicales » décroît sensiblement, même si l'on croit toujours fortement à la nécessité de transformer profondément la société.
- 2 - Les Français se remettent à prédire une augmentation du chômage pour les prochaines années.
- 3 - Le pessimisme sur les conditions de vie futures, après une amélioration l'an dernier, atteint maintenant son niveau le plus élevé depuis fin 1978.

- 4 - Davantage de Français s'interrogent sur les effets pervers de certaines prestations sociales.
- 5 - Le « modernisme » en matière de mœurs s'accroît dans la population française, surtout en ce qui concerne le travail féminin.
- 6 - L'idée de contribuer financièrement à la lutte contre la dégradation de l'environnement retrouve une certaine faveur, après un recul spectaculaire l'an dernier.
- 7 - Enfin, la conviction que le « partage du travail » pourrait contribuer à créer des emplois paraît s'ancrer dans les esprits.

1. Le nombre de partisans de réformes radicales de la société recule sensiblement

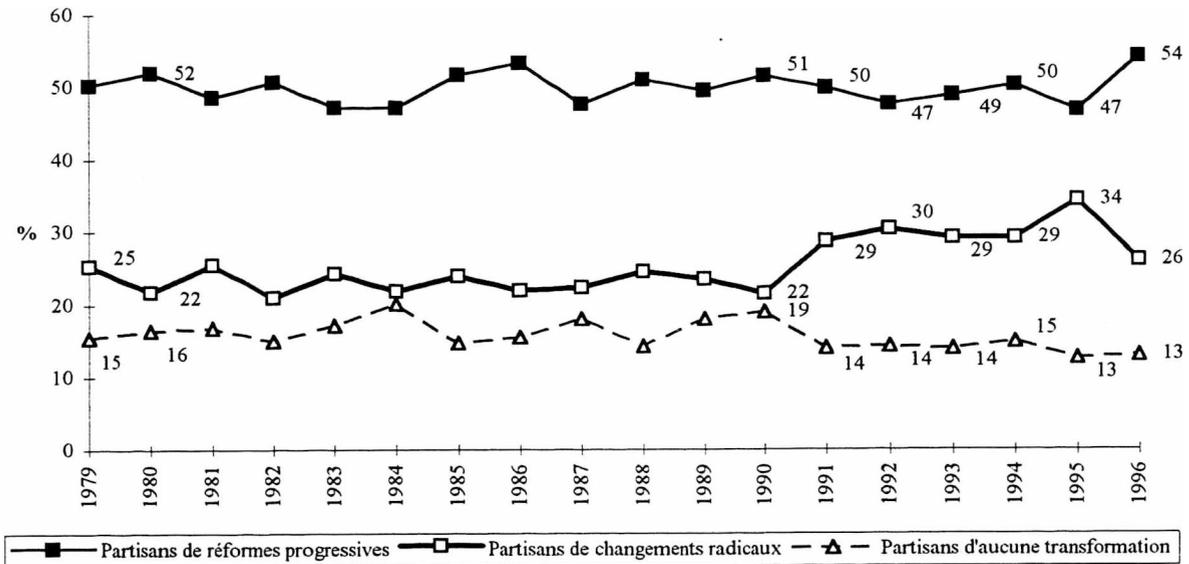
Élément à mettre, sans aucun doute, en relation avec les mouvements sociaux intervenus en fin 1995, après l'annonce de la « réforme de la Sécurité Sociale » : le pourcentage de Français souhaitant que la société se transforme profondément par des réformes radicales est en diminution pour la première fois depuis 1991. **26% de la population optent maintenant pour des changements radicaux**, contre 34% en janvier 1995 (- 8 points en un an).

Cette nette inversion de tendance est bien intervenue au début 1996, et non après l'élection présidentielle : en juin 1995, 34% des Français exprimaient encore leur désir de réformes radicales.

Mais cette inflexion ne s'est pas traduite pour autant par une diminution de la volonté réformatrice de la société : le pourcentage de Français souhaitant « de profondes transformations », qui avait atteint l'année dernière le taux record de 82%, reste quasiment au même niveau cette année (81%). Autrement dit, plus de la moitié (54%) de la population opte maintenant pour des « **réformes progressives** » ; c'est le pourcentage le plus élevé de tous ceux relevés depuis la création du système d'enquêtes sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français » (graphique 1).

Graphique 1

Une nette diminution de la demande de réformes radicales



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année)

Ce recul du « radicalisme » trouve peut-être son explication dans le **cumul** de deux phénomènes :

- Le premier se rattacherait à la conviction, maintenant davantage partagée par une partie de la population, que les réformes « radicales » ont tendance à se heurter, dans notre pays, à de véritables blocages (la preuve en aurait été faite avec les mouvements de fin 1995). Seules des réformes modérées et « progressives » seraient donc possibles.
- Le second serait lié à la croissance de l'inquiétude vis-à-vis de l'avenir. Les anticipations futures négatives (cf. ci-après) auraient pour effet de rendre une partie des Français **moins contestataires et moins revendicatifs**. Il est vrai que le début d'amélioration économique ressentie en janvier 1995¹ et l'approche de l'élection présidentielle avaient eu tendance à porter au plus haut la revendication.

¹ Cf. G. Hatchuel, « Janvier 1995 : Radicalisme et inquiétudes progressent dans la société française, malgré un début d'amélioration économique », CREDOC, Mars 1995.

En tout état de cause, il est intéressant de noter que cette diminution de la demande de changements radicaux touche quasiment toutes les catégories, aussi bien les plus jeunes (- 8 points chez les moins de 25 ans) que les plus âgés (- 9 points chez les personnes de plus de 65 ans). Il reste qu'elle a, cette année, davantage affecté les groupes qui figuraient l'an dernier **parmi les plus contestataires des Français** : la diminution est de 14 points (contre - 8 en moyenne) chez les employés et les femmes au foyer, de 12 points chez les titulaires de « revenus moyens » (personnes disposant dans leur ménage de 10 000 à 15 000 Francs mensuels) et de 10 points chez les ouvriers (tableau 1).

Une seule catégorie fait exception : les travailleurs indépendants constituent le seul groupe où la demande de « réformes radicales » n'a pas diminué ; au contraire, celle-ci s'est accrue de trois points. Cette catégorie apparaît maintenant comme la plus « contestataire » du corps social français, même si son « moral » s'améliore : nous le verrons plus loin, c'est le seul groupe pour lequel il n'y a pas eu cette année accroissement des craintes vis-à-vis de ses conditions de vie futures.

Tableau 1
Le pourcentage de partisans de changements radicaux
pour transformer la société française
- Evolution pour quelques catégories -

	(en %)		
	Début 1995 (A)	Début 1996 (B)	Différence (B - A)
. Employé	39,9	25,6	- 14,3
. Femme au foyer	38,3	24,4	- 13,9
. 35 à 49 ans	38,6	25,3	- 13,3
. Réside dans une agglomération de 100 000 habitants ou plus (hors Paris - région parisienne)	37,2	25,1	- 12,1
. Revenus du foyer compris entre 10 000 F. et 15 000 F./mois ..	38,4	26,8	- 11,6
. Ouvrier	39,5	29,3	- 10,2
. Indépendant (artisan, commerçant, exploitant agricole) (1)	32,3	34,8	+ 2,5
Ensemble des Français	34,2	26,0	- 8,2

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

(1) Ont été classés ici les artisans, commerçants, exploitants agricoles et les chefs d'entreprises. Les professions libérales, classées avec les cadres, n'y figurent pas.

Cette **diminution du radicalisme** se retrouve indirectement dans deux autres facettes des opinions des Français :

- D'une part, elle va de pair avec le sentiment globalement formulé sur le fonctionnement de la justice : 38 % de la population estiment maintenant que celle-ci fonctionne bien, contre 35 % en 1995 et 32 % en 1994 (+ 6 points en deux ans). Ce taux est le plus haut de tous ceux atteints depuis 1979.
- D'autre part, elle se retrouve aussi, de façon plus atténuée, dans les inquiétudes formulées par les Français.

Rappelons que l'**indicateur d'inquiétudes** du CREDOC prend en compte quatre sujets de risques possibles - autres que le chômage - ; ils concernent des domaines très différents, qui sont relatifs à des dangers aussi bien **individuels** (maladie grave, accident de la route, agression dans la rue) que **collectifs** (accident de centrale nucléaire). Or, cet indicateur, qui traduit une peur **cumulée** (personnes inquiètes sur quatre thèmes à la fois), n'avait cessé de croître depuis 1982. **Il marque, cette année, un léger recul**, même s'il reste encore à un niveau élevé : 28 % des Français peuvent être aujourd'hui considérés comme inquiets (tableau 2).

Tableau 2
Une pause dans la diffusion des inquiétudes*

	1982- 1983	1986- 1987	1990- 1991	Début 1994	Début 1995	Début 1996
% d'individus « inquiets »**	14	22	28	28	30	28
% d'individus « tranquilles »***	14	12	7	7	6	8

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

* L'indicateur d'inquiétudes prend en compte quatre sujets différents : risque d'une maladie grave, risque d'un accident de la route, risque d'une agression dans la rue et risque d'un accident de centrale nucléaire.

** Pourcentage d'individus déclarant éprouver de l'inquiétude, pour eux ou pour leurs proches, face à chacun des quatre sujets retenus (**cumul** des quatre domaines).

*** Pourcentage d'individus déclarant ne pas éprouver d'inquiétudes, pour eux ou pour leurs proches, sur **aucun** des quatre sujets retenus.

Cette légère diminution des craintes tient surtout à la baisse des inquiétudes vis-à-vis de l'agression dans la rue (50% d'inquiets, - 9 points en un an) et de la maladie grave (80% d'inquiets, - 3 points), plutôt que de celles relatives à l'accident de la route ou à l'accident de centrale nucléaire (- 1 point dans chacun de ces deux cas).

Il reste que cette légère diminution générale des inquiétudes n'a pas touché systématiquement toutes les catégories sociales. Celles-ci se sont même légèrement accrues cette année chez les employés (34% des membres de ce groupe sont « inquiets », + 2 points), ou chez les parisiens de moins de 40 ans (28% d'inquiets, + 5 points). Par ailleurs, la diminution est plus nette chez les hommes (20% d'inquiets, - 4 points) que chez les femmes (- 1 point).

Le CREDOC a déjà montré comment la montée des inquiétudes avait pu influencer sur les changements de consommation intervenus ces dernières années¹. La pause intervenue au début 96 dans la diffusion des craintes pourrait avoir quelques effets si elle se confirmait durablement dans les prochains mois.

Il reste que parmi les Français les plus craintifs, figurent toujours les femmes dont on sait combien elles sont considérées comme motrices dans l'acte de consommation : 34% d'entre elles sont « inquiètes » ; cela concerne même 37% des femmes au foyer, 38% des ouvrières et des employées, 40% des femmes ayant plus de 60 ans, et 45% de celles qui ne disposent d'aucun diplôme.

2. Les Français se remettent à anticiper une augmentation du chômage

Si la demande de réformes radicales diminue et si la diffusion des inquiétudes marque une pause, ce n'est pas pour autant que la confiance revient en matière d'emploi.

Alors que janvier 1995 s'était caractérisé par l'apparition d'un sentiment d'amélioration de la conjoncture économique, le premier mois de 1996 montre un **retournement de l'opinion** : 73% des Français estiment maintenant que le nombre de chômeurs va augmenter pendant plusieurs années. Ce pourcentage s'est accru de 12 points en un an (tableau 3).

Tableau 3

A votre avis, le nombre de chômeurs va ...

(en %)

	Début 1987	Début 1988	Début 1989	Début 1990	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Différence 1996-1995
Augmenter pendant plusieurs années	73	68	61	53	76	82	87	74	61	73	+ 12
Se stabiliser dans un avenir proche	23	26	33	38	21	15	11	23	33	22	- 11
Diminuer dans un avenir proche	3	5	5	8	3	2	2	2	6	5	- 1
Ne sait pas	1	1	1	1	1	1	1	1	-	-	-
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	-

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

¹ Cf. R. Rochefort : « La société des consommateurs », Editions Odile Jacob, Octobre 1995.

Certes, le taux record du début 1993 (87% d'anticipations négatives) n'est pas atteint, mais la certitude d'augmentation du chômage est maintenant quasi-générale et affecte toutes les catégories sociales : que ce soit chez les cadres (+ 12 points cette année), chez les employés, les ouvriers, voire chez les retraités, 68 à 78% de la population expriment leurs craintes de jours plus sombres pour l'emploi.

Ainsi, dans toutes les catégories sans exception, les anticipations négatives se sont accrues. Mais surtout l'augmentation du pessimisme est spectaculaire dans les groupes qui s'étaient pris, il y a un an, à croire le plus à l'arrêt de l'augmentation du chômage. Il en est ainsi de catégories aussi différentes que les personnes de 65 ans et plus (+ 25 points sur leurs anticipations négatives), les diplômés du supérieur (+ 16 points), les travailleurs indépendants (+ 16 points) ou les Français disposant de revenus inférieurs à 6 000 Francs mensuels (tableau 4).

Tableau 4

Le pourcentage d'individus estimant que le nombre de chômeurs va augmenter

- Evolution pour quelques catégories -

	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Evolution 1995-1996 (en %)
	(A)	(B)	(C)	(C) - (B)
. 65 ans et plus	68,0	45,9	70,4	+ 24,5
. Personnes de plus de 40 ans, résidant en province.....	72,2	55,3	71,8	+ 16,5
. Diplômé du supérieur	70,9	53,1	69,5	+ 16,4
. Indépendant (artisan, commerçant, exploitant agricole) (1)	75,3	57,6	73,7	+ 16,1
. Revenus du foyer inférieurs à 6 000 F/mois ..	75,7	61,1	75,9	+ 14,8
. 50 à 64 ans	73,6	57,2	71,0	+ 13,8
Ensemble des Français	74,4	61,0	73,1	+ 12,1

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

(1) - Ont été classés ici les artisans, commerçants, exploitants agricoles et les chefs d'entreprises. Les professions libérales, classées avec les cadres, n'y figurent pas.

Cette détérioration des anticipations du chômage se traduit aussi par une augmentation des craintes exprimées vis-à-vis de ce risque : 78% des Français se déclarent inquiets du chômage, contre 75% il y a un an (+ 3 points). L'évolution est un peu plus sensible chez les enquêtés qui s'en disent « beaucoup » inquiets (+ 4 points, cf. tableau 5). Cet accroissement est d'autant plus notable que cette année, on l'a vu, toutes les inquiétudes ressenties ont légèrement regressé.

Tableau 5

Le pourcentage d'individus se déclarant inquiets,
pour eux-mêmes ou pour des proches, du risque de chômage

	Début 1987	Début 1988	Début 1989	Début 1990	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996
% d'individus inquiets du risque de chômage	58	62	56	57	57	66	69	78	75	78
<i>Dont : "beaucoup" inquiets</i>	37	42	33	32	31	37	41	54	49	53

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Ce n'est d'ailleurs pas tant le sentiment d'être **individuellement** menacé par le chômage qui s'est amplifié : 66% des enquêtés, comme il y a un an, ne ressentent pas, personnellement ou dans leur foyer, cette menace. Ces chiffres traduisent plutôt la diffusion de la **conviction que le fléau va continuer à frapper un nombre grandissant de nos concitoyens.**

Autrement dit, le pessimisme accru sur l'évolution du nombre de chômeurs est probablement **plus le révélateur d'une opinion inquiète de la situation économique**, et de ses conséquences sur le marché du travail, que la traduction de craintes personnelles pour son propre emploi.

Toujours est-il que le chômage se situe encore au premier rang des préoccupations actuelles des Français (+ 4 points cette année). Par contre, les maladies graves, et surtout les problèmes de pauvreté en France, prennent moins d'importance au sein des sujets qui préoccupent le plus nos compatriotes (tableau 6). Les mouvements sociaux de fin 1995 ont par ailleurs conduit à multiplier quasiment par deux le pourcentage de Français préoccupés par « les conflits sociaux », même si ce sujet reste, globalement, peu cité (9ème place sur les onze thèmes retenus).

Tableau 6
Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ?
 - Sommatation des deux premières réponses chaque année -

(en %)

<i>(Réponses classées par ordre décroissant des citations du début 1996)</i>	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Différence 1996-1995
	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(F - E)
. Le chômage	27	38	44	52	49	53	+ 4
. Les maladies graves	28	28	29	26	31	29	- 2
. La pauvreté en France	16	16	20	22	28	25	- 3
. La drogue	37	34	30	28	21	24	+ 3
. La violence et l'insécurité	23	20	16	20	22	18	- 4
. La pauvreté dans le monde	15	18	19	16	17	18	+ 1
. L'immigration	17	16	14	14	14	13	- 1
. La dégradation de l'environnement.....	12	12	11	8	7	8	+ 1
. Les conflits sociaux	4	4	3	2	4	7	+ 3
. Les tensions internationales	16	9	9	7	7	4	- 3
. L'Europe	6	6	6	2	2	2	-

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

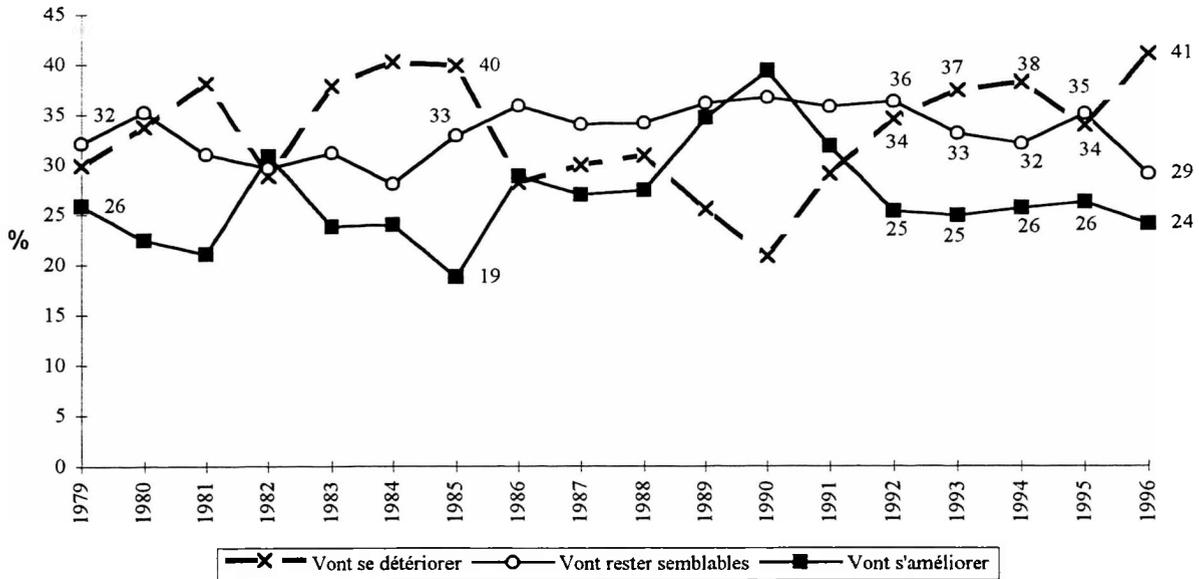
3. Un pessimisme record sur les conditions de vie futures

Autre élément révélateur des interrogations de la population sur la situation économique future, le pessimisme sur l'évolution des conditions de vie pour les cinq prochaines années s'accroît très sensiblement : **41% des Français ont le sentiment que celles-ci vont se détériorer**, contre 34% il y a un an (+ 7 points).

Le taux atteint ici est le plus haut de tous ceux relevés depuis la création de notre système d'enquêtes (début 1979, cf. graphique 2).

Graphique 2

Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer dans les cinq prochaines années ?



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année).

L'élection présidentielle avait pourtant redonné espoir à une bonne partie de la population : en juin 1995, pour la première fois depuis 1992, les opinions optimistes (« les conditions de vie vont s'améliorer », 35 %) devançaient les attitudes pessimistes (24 %).

Le retournement intervenu au second semestre 1995 est donc des plus spectaculaires : les pessimistes pour leur propre avenir, qui représentaient 24% de la population il y a sept mois, en constituent maintenant 41 %.

En un an, l'augmentation du pessimisme a surtout frappé les femmes au foyer (+ 13 points, contre + 7 en moyenne), les plus jeunes et les plus âgés des Français (+ 9 points chez les moins de 24 ans ou chez les plus de 65 ans), les ouvriers (+ 9 points), mais aussi les diplômés du supérieur (+ 9 points). En réalité, cette évolution a touché toutes les catégories sociales, sauf une : le « moral » des travailleurs indépendants (artisans, commerçants, exploitants agricoles) a continué à s'améliorer. Ainsi, 52% anticipaient une détérioration de leurs conditions de vie au début 1994, 37% au début 1995, 32% maintenant.

En réalité, ce pessimisme accru envers ses conditions de vie futures ne tient pas tant dans le fait que chacun est davantage mécontent de sa propre situation personnelle ; il réside plutôt dans l'idée qu'on se méfie d'autant plus de l'avenir qu'on estime que la situation des Français, dans l'ensemble, n'est pas bonne. Deux éléments en témoignent :

- L'appréciation que les Français portent sur l'évolution de leur **propre** niveau de vie passé - dont on sait qu'il est un bon révélateur du jugement porté sur le présent - ne s'est certes pas améliorée, mais elle ne s'est pas, non plus, globalement détériorée (tableau 7). Les femmes au foyer portent un jugement bien plus négatif sur leur propre niveau de vie que l'année dernière, ainsi que les jeunes parisiens (personnes de moins de 40 ans habitant la Région Parisienne) ; les indépendants, quant à eux, voient leur propre niveau de vie de façon plus positive qu'au début 1995. Mais globalement, les variations restent faibles.

Tableau 7

En ce qui concerne votre niveau de vie,
diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...

(en %)

	Début 1987	Début 1988	Début 1989	Début 1990	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Différence 1995-1994
Mieux (1)	31	28	29	35	31	27	28	24	27	26	- 1
C'est pareil	31	29	29	30	29	30	28	26	29	29	-
Moins bien (2) ..	36	41	40	34	39	42	43	49	43	44	+ 1
Ne sait pas	3	2	2	1	1	1	1	1	1	1	-
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	-

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

(1) Sommation des items "Beaucoup mieux" et "un peu mieux" (2) Sommation des items "Beaucoup moins bien" et "un peu moins bien"

D'ailleurs, on ne voit apparaître cette année aucun accroissement du sentiment de restrictions, même si celui-ci reste à un niveau élevé : 61 % des Français déclarent se serrer régulièrement la ceinture sur certains postes de leur budget, contre 62 % il y a un an¹. Signe qu'il n'y aurait pas, pour l'instant, véritablement reprise de l'appétence à la consommation.

- Le jugement porté sur le niveau de vie de **l'ensemble** des Français, quant à lui, ne s'est pas non plus détérioré, mais il reste **très noir**, à un niveau quasi stationnaire depuis trois ans : 76 % de la population considèrent que le niveau de vie des Français se dégrade (tableau 8).

¹ Seules les restrictions sur les soins médicaux augmentent légèrement (+ 1 point).

Tableau 8

En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...

	(en %)									
	Début 1987	Début 1988	Début 1989	Début 1990	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996
Mieux (1)	17	19	22	27	21	13	11	8	9	9
C'est pareil ...	17	17	15	20	19	17	13	10	10	12
Moins bien (2) ..	58	59	56	48	57	66	73	79	77	76
Ne sait pas ...	7	5	7	5	4	4	3	3	4	3
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

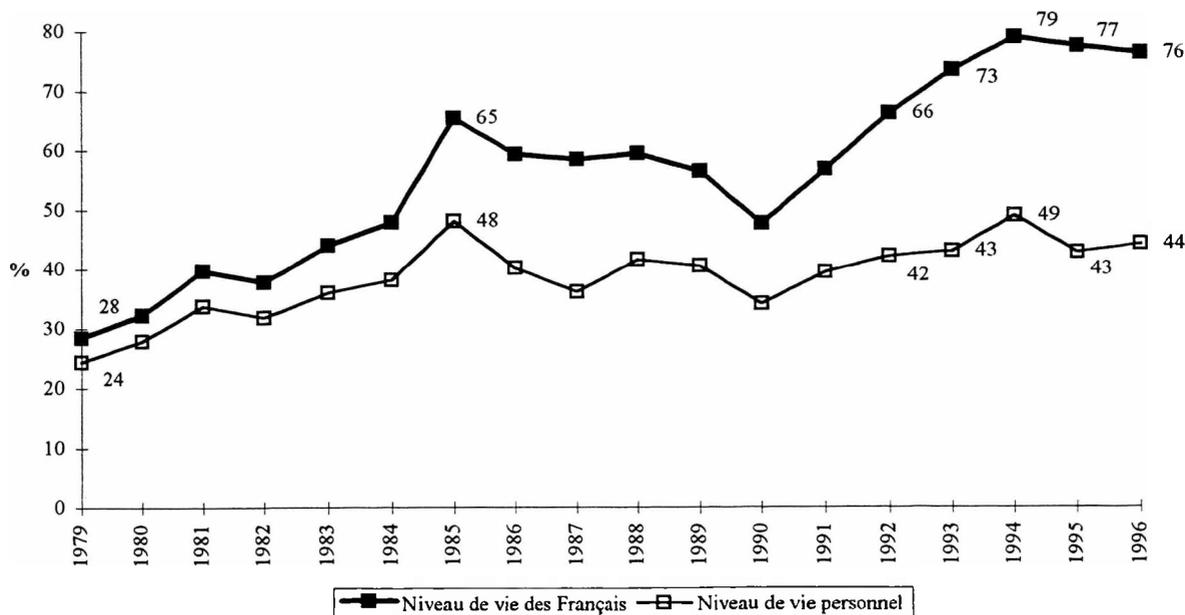
Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

(1) Sommation des "Beaucoup mieux" et "un peu mieux". (2) Sommation des "Beaucoup moins bien" et "un peu moins bien"

Autrement dit, le décalage, qui est tout particulièrement marqué depuis 1993, entre jugements sur sa propre situation et opinions sur la situation des « autres » reste quasiment aussi élevé qu'il y a un an : alors qu'il était alors de 34 points, il est maintenant de 32 (graphique 3).

Graphique 3

Opinions sur l'évolution du niveau de vie depuis une dizaine d'années : pourcentage de Français qui estiment qu'il va moins bien



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année).

Ainsi, les jugements de nos concitoyens concernent toujours bien plus une **appréciation générale relative à la société française que celle qu'ils portent individuellement sur leur propre niveau de vie** : beaucoup de Français ont le sentiment que, pour les autres, les choses sont encore plus dures que pour eux.

Les craintes exprimées vis-à-vis de ses conditions de vie futures tiennent peut-être autant dans le pessimisme ressenti vis-à-vis de l'évolution du chômage que dans ce décalage **persistant** entre perception de sa propre situation et jugement sur celle des autres.

4. De fortes interrogations sur les effets pervers de certaines prestations sociales

Faut-il relier l'augmentation du pessimisme envers la situation économique et l'accroissement des interrogations sur les effets pervers que généreraient certaines prestations sociales ?

Toujours est-il que 47% des Français pensent, cette année, qu'une allocation comme le RMI risque « d'inciter les gens à s'en contenter et à ne pas chercher du travail ». L'augmentation est de 10 points par rapport au début 1995. Celle-ci est d'autant plus notable que jamais, depuis la création du RMI, les « doutes » concernant cette prestation n'avaient dépassé les 40% (tableau 9).

Tableau 9

Au sujet du revenu minimum d'insertion, pensez-vous plutôt que ...

	(en %)							
	Début 1989	Début 1990	Début 1991	Début 1992	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Evolution 1996-1995
Cela risque d'inciter les gens à s'en contenter et à ne pas chercher du travail.....	29	30	32	35	39	37	47	+ 10
Cela leur donnera le coup de pouce nécessaire pour s'en sortir	69	67	67	63	57	62	51	- 11
Ne sait pas	2	3	1	2	4	1	2	-
Total	100	100	100	100	100	100	100	-

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

L'accroissement des interrogations sur les « effets désincitatifs » du RMI, qui traduit un net retournement par rapport aux opinions exprimées l'an dernier¹, touche tous les groupes sociaux : pas un n'échappe à ce mouvement, quel que soit l'âge des enquêtés, leur sexe ou leur PCS. Cette croissance est encore plus forte chez les hommes inactifs (+ 15 points, contre + 10 en moyenne), les femmes au foyer (+ 14 points), les titulaires de revenus « intermédiaires » (+ 14 points). Cet accroissement est d'ailleurs quasiment aussi élevé chez les habitants de Paris - Région Parisienne (+ 13 points) que chez les résidents de communes de moins de 2000 habitants (+ 12 points).

Une seule exception apparaît : l'augmentation n'est « que » de 2 points chez les diplômés du supérieur (39% d'entre eux estiment aujourd'hui que le RMI risque d'inciter les bénéficiaires à s'en contenter).

Tableau 10

Le pourcentage des Français estimant que le RMI risque « d'inciter les gens à s'en contenter et à ne pas chercher de travail »

- Evolution pour quelques catégories -

(en %)

	Début 1995 (A)	Début 1996 (B)	Différence (B - A)
. Homme inactif	36,1	50,8	+ 14,7
. Femme au foyer	36,2	50,4	+ 14,2
. Revenus du foyer compris entre 10 000 et 15 000 Francs mensuels	36,8	50,8	+ 14,0
. Réside à Paris ou dans l'Agglomération Parisienne	28,2	41,0	+ 12,8
. Ne dispose d'aucun diplôme	38,1	50,5	+ 12,4
. Réside dans une commune de moins de 2000 habitants .	40,0	52,1	+ 12,1
. Femme active	36,2	48,2	+ 12,0
. Ensemble des Français	36,8	46,6	+ 9,8

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Ce mouvement est d'autant plus marquant que dans plusieurs des groupes concernés (cf. tableau 10), une majorité voit maintenant plus dans le RMI ses effets pervers que son aspect « coup de pouce ». Deux catégories se distinguent de ce point de vue : les travailleurs indépendants (56% dénoncent les effets pervers du revenu minimum) et les habitants des communes rurales (52%).

¹ Voir « Prestations sociales, allocations familiales et RMI », Collection des Rapports du CREDOC, N° 167, Janvier 1996.

Ce courant de « contestation suspicieuse » mérite d'autant plus attention qu'il est également perceptible dans deux autres types de jugements portés par les enquêtés :

- D'une part, 37% des Français (+ 3 points en un an) estiment aujourd'hui que la prise en charge des familles défavorisées leur enlève « tout sens des responsabilités » (tableau 11).

Tableau 11

**De quelle opinion vous sentez-vous le plus proche ?
Faire prendre en charge par la collectivité les familles aux ressources insuffisantes ...**

(en %)

	Début 1987	Début 1988	Début 1989	Début 1990	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Evolution 1996-1995
Cela leur permet de vivre	64	59	61	63	58	51	62	65	65	62	- 3
Cela leur enlève tout sens des responsabilités..	36	39	37	36	40	47	37	33	34	37	+ 3
Ne sait pas	-	2	2	1	1	1	1	2	1	1	-
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	-

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

- D'autre part, 29% de la population (+ 4 points par rapport au début 1995) estiment que les personnes en situation de pauvreté le sont plutôt « parce qu'elles n'ont pas fait d'effort pour s'en sortir » (tableau 12)

Tableau 12

Entre les deux raisons suivantes, quelle est celle qui, selon vous, explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté ?

(en %)

	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Evolution 1996-1995
C'est plutôt parce qu'elles n'ont pas eu de chance	60	60	67	70	74	69	- 5
C'est plutôt parce qu'elles n'ont pas fait d'effort pour s'en sortir	36	37	31	27	25	29	+ 4
Ne sait pas	4	3	2	3	1	2	-
Ensemble	100	100	100	100	100	100	-

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Mais, pour sensibles qu'elles soient, ces deux dernières évolutions sont moins fortes que la première concernant le RMI (+ 3 à 4 points, contre + 10). Surtout, dans les deux cas, une importante **majorité** de Français reste convaincue que la prise en charge des familles défavorisées « leur permet de vivre » (62 %) et que les pauvres le sont « plutôt parce qu'ils n'ont pas eu de chance » (69 %). Les taux atteints là restent d'ailleurs du même ordre de grandeur que ceux relevés sur ces questions depuis le début 1993 (tableaux 11 et 12).

Autrement dit, le mouvement intervenu cette année ne signifie pas que la solidarité envers les plus défavorisés est remise en cause ; ce sont plutôt les **modalités de cette aide qui sont en question** : face à la multiplication des situations de chômage -dont on est encore très inquiet-, le sentiment prévaut toujours qu'il est **nécessaire que la société puisse permettre à chacun de disposer d'un minimum « vital »**. La compréhension envers les pauvres reste également majoritairement présente dans les esprits.

Par contre, le souci d'éviter les « effets pervers » de certaines allocations par un meilleur contrôle de leur distribution semble s'être sensiblement accru. Le débat qui a pu s'instaurer au cours de l'année 1995 sur la réalité de « la contrepartie » demandée aux RMistes sous forme d'insertion explique peut-être cet infléchissement de l'opinion : rappelons que c'est cette « condition d'insertion », considérée par certains comme un garde-fou à d'éventuels effets pervers, qui expliquait jusqu'à maintenant le consensus favorable au Revenu Minimum.

Autre signe de la volonté affirmée par la population de **mieux « contrôler »** les modalités de versement de certaines aides : 32 % repoussent l'idée que tous les chômeurs devraient être indemnisés, pourcentage en augmentation de 8 points par rapport au début 1995. Ce taux a évolué de façon spectaculaire cette année chez les individus de 25 à 35 ans (+ 14 points), les femmes au foyer (+ 13 points), les indépendants (+ 12 points), les employés et les parisiens (+ 11 points), les titulaires de revenus de 10 000 à 15 000 Francs par mois (+ 12 points), catégories aujourd'hui parmi les plus sensibles aux éventuels effets de déresponsabilisation des bénéficiaires des aides sociales.

D'ailleurs, il faut certainement trouver les mêmes explications au fait que 58 % des Français (+ 5 points en un an) considèrent aujourd'hui préférable, pour mieux aider les familles, de leur fournir principalement **des aides en nature** (sous forme d'équipements ou de services). On a là le signe tangible de la volonté d'une partie du corps social français **qu'une attention accrue soit portée sur les modalités de versement des prestations sociales**.

5. Le modernisme en matière de moeurs progresse, notamment sur le travail féminin

Cette sorte de « repliement » des Français (moindre contestation radicale, accroissement de la suspicion envers certaines prestations sociales,...) ne semble cependant pas avoir arrêté la poursuite du développement d'un certain « modernisme » en matière de moeurs.

Encore convient-il de bien préciser qu'il s'agit là de la **poursuite d'un mouvement relativement lent**, et non d'une poussée soudaine d'attitudes « avancées » en matière de moeurs. Par exemple, la famille reste toujours une **valeur-refuge**, le lieu de référence et de sécurité face à un « espace public » auquel sont associées maintes incertitudes et craintes : 66% des Français estiment encore que la famille est « le seul endroit où l'on se sente bien et détendu » (69% le pensaient en 1980, 66% en 1990).

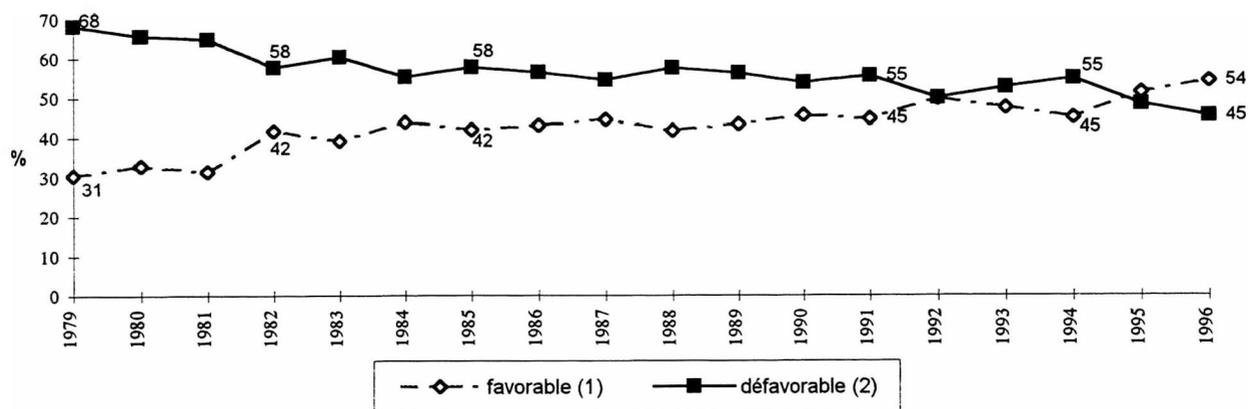
Mais l'évolution moderniste se poursuit en matière de dissolution du mariage comme de travail féminin :

- Ainsi, de moins en moins de Français considèrent le mariage comme **une union indissoluble** : 22% le jugent aujourd'hui ainsi (contre 29% en 1980 et 24% en 1990). C'est le taux le plus bas depuis la création de notre système d'enquêtes.
- Parallèlement, **le travail féminin** - ou plus précisément la possibilité pour les femmes de choisir de travailler - est une idée qui progresse dans la population. Au début 1995, pour la première fois depuis le début de nos observations, le pourcentage de « partisans » du travail des femmes, ceux qui n'y mettent pas de conditions, a dépassé les 50%¹. La progression continue cette année : 54% de nos concitoyens y sont maintenant « favorables », contre 45% il y a deux ans (graphique 4).

¹ La question posée dans l'enquête sur ce sujet mêle deux notions : l'une qui se réfère au jugement favorable ou défavorable sur le travail des femmes ; une autre qui a trait au jugement que l'on peut porter sur la liberté des femmes de choisir ou non de travailler. On considère ici comme « favorables » à l'activité professionnelle des femmes les enquêtés qui en sont partisans ou qui n'y mettent pas de conditions explicites. Cf. Collection des Rapports du CREDOC, n° 95, Février 1991.

Graphique 4

Evolution des opinions des Français sur le travail féminin



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année).

1. Sont considérés comme « favorables » à l'activité féminine les enquêtés qui estiment que les femmes devraient travailler « dans tous les cas où elles le désirent » et ceux qui pensent qu'elles « devraient toujours travailler ».
2. Sont considérés comme « défavorables », les enquêtés qui pensent que les femmes ne « devraient jamais travailler », ne devraient « jamais travailler lorsqu'elles ont des enfants en bas âge », ou ne devraient travailler « que si la famille ne peut vivre avec un seul salaire ».

Cette évolution sensible appelle deux remarques :

- Elle n'a pas affecté systématiquement tous les groupes de la population. Mais elle a touché aussi bien des catégories habituellement parmi les plus favorables au travail des femmes (cadres, diplômés du supérieur) que des groupes moins coutumiers du fait (50 à 65 ans, hommes inactifs, habitants de communes rurales).
- Elle provient surtout de la diminution des opinions concernant l'idée que les femmes ne devraient pas travailler lorsqu'elles ont des enfants en bas âge (29% des Français pensaient cela il y a deux ans, contre seulement 22% aujourd'hui). Il y a là le signe d'une évolution réelle des opinions sur l'activité professionnelle des mères de jeunes enfants¹.

¹ Voir G. Hatchuel, « Travailler ou mater ? », Consommation et Modes de Vie, N° 58, Avril 1991.

6. L'idée de contribuer financièrement à la défense de l'environnement retrouve une certaine faveur

Le début 1995 avait été marqué par un recul brutal des opinions favorables aux efforts financiers pour la défense de l'environnement. Un redressement s'est manifestement opéré au début 1996, qu'il convient cependant de nuancer.

Le mouvement de fond intervenu en janvier 1995 ne concernait pas, en effet, une seule opinion, mais toute une série de jugements relatifs à d'éventuels sacrifices qui seraient consentis pour la défense et la protection de la nature. Or, si sur tous ces points, un net reflux s'est opéré cette année, **jamais on ne retrouve les niveaux atteints il y a deux ans.**

Ainsi, les Français se disent-ils aujourd'hui plus souvent prêts, pour préserver l'environnement, à accepter un ralentissement économique (+ 12 points en un an), à tolérer moins de confort (+ 10 points) ou à admettre un niveau de vie plus faible (+ 7 points). Mais dans tous les cas, les pourcentages atteints maintenant restent inférieurs à ceux des années 1992 à 1994 (tableau 13).

Tableau 13

Le pourcentage de Français prêts à accepter, pour préserver et protéger l'environnement, ...

	(en %)					Différence 1995-1994
	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	
... Un ralentissement économique.....	53	50	50	33	45	+ 12
... Moins de confort	50	51	54	38	48	+ 10
... Un niveau de vie plus faible	39	40	41	27	34	+ 7
... Une augmentation du chômage	7	6	6	3	4	+ 1

Source : CREDOC-EDF, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

De même que le mouvement de recul avait concerné l'an dernier tous les groupes sociaux, le regain de faveur de cette année touche systématiquement toutes les catégories. Notons que dans trois groupes où les évolutions négatives avaient été parmi les plus fortes l'an dernier, la remontée est particulièrement nette, même si elle reste inférieure à la baisse intervenue au début 1995 : cela concerne les employés, les diplômés du supérieur et les parisiens.

L'an dernier, nous avons associé à un double phénomène le recul des opinions favorables aux efforts financiers pour l'environnement :

- D'une part, à un mouvement général : celui concernant la sensibilité accrue des Français **aux prix**, leur refus plus affirmé de « **payer plus cher** » certains produits.
- D'autre part, à une moindre acceptation d'un surcoût **expressément lié à la préservation de l'environnement**.

Si le second phénomène semble bien avoir disparu cette année, le premier reste toujours vivace : le recul enregistré l'an dernier sur l'idée de payer 10% plus cher toutes sortes de produits (meilleurs pour la santé, fabriqués en France) ne s'est pas effacé (tableau 14). Par contre, une partie des Français sont revenus sur leur refus de l'année dernière d'accepter un surcoût lié aux seules qualités environnementales des produits : 54% de la population se déclarent maintenant prêts à payer plus cher des produits « verts » ; le regain est donc de 11 points¹, alors qu'on ne le retrouve pas pour les « produits de santé » ou les produits « fabriqués en France ».

Tableau 14
Le pourcentage de Français prêts à payer 10% plus cher des produits ...

	(en %)			
	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Différence 1995-1994
... reconnus comme préservant l'environnement	66	43	54	+ 11
... reconnus comme meilleurs pour la santé	77	67	68	+ 1
... fabriqués en France	58	48	48	-

Source : CREDOC-EDF, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Ce renouveau relatif de l'idée de contribuer financièrement à la lutte contre la dégradation de l'environnement ne va cependant pas jusqu'à l'acceptation de sacrifices personnels imposés. Alors que déjà, au début 1995, un coup d'arrêt brutal avait été porté à l'idée d'une « taxe environnementale », **le retournement de tendance s'amplifie cette année** : 29% des Français se déclarent maintenant prêts à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement, chiffre inférieur de 4 points à celui de l'année dernière et de 13 points à celui du début 1994 (tableau 15). Ce recul a quasiment affecté tous les groupes sociaux.

¹ Il a relativement plus touché les cadres, les indépendants et les diplômés.

Tableau 15
Le pourcentage de Français prêts, personnellement, à « payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement »

Début 1991	Début 1993 (*)	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Différence 1996-1994
29	35	42	33	29	- 13

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

(*) Le libellé de la question était légèrement différent en 1993 : il s'agissait d'individus « prêts à donner de l'argent pour des actions de protection de l'environnement ».

A vrai dire, ces évolutions, apparemment contradictoires, sont révélatrices de la coexistence, dans l'opinion, de deux sentiments :

- Celui du **refus** actuel d'une bonne partie de la population **d'envisager toute imposition supplémentaire**.
- Celui de pouvoir **choisir** de contribuer, si on le veut, à la défense de l'environnement : certains Français veulent bien envisager l'idée d'acheter plus cher, s'ils le souhaitent, tel ou tel type de « produit vert », mais ils refusent l'idée d'un impôt généralisé, sans possibilité de s'y soustraire.

7. Les Français croient de plus en plus à l'idée que la réduction du temps de travail peut créer des emplois

Enfin, l'idée que le « partage du travail » peut contribuer à créer des emplois continue à faire rapidement son chemin dans les esprits (tableau 16) : **60% des Français** estiment aujourd'hui qu'une mesure de réduction de la durée hebdomadaire du travail à 35 ou 32 heures « créerait effectivement des emplois » (+ 8 points en un an, + 19 en deux ans).

Certes, cette opinion a toujours plus de partisans chez les inactifs et chez les chômeurs, mais elle est maintenant également partagée par une **majorité d'actifs** (56% d'entre eux sont dans ce cas, contre 39% au début 1994). D'ailleurs, cette évolution est perceptible dans tous les groupes sociaux : l'idée recueille maintenant une majorité d'avis positifs dans toutes les catégories, sauf chez les travailleurs indépendants (43% y adhèrent).

Tableau 16

Pour lutter contre le chômage, certains proposent de ramener à 35 ou 32 heures la durée hebdomadaire de travail.
A votre avis, une telle mesure créerait-elle effectivement des emplois ?
(en %)

	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Différence 1996-1994
Oui.....	41	52	60	+ 19
Non	58	48	40	- 18
Ne sait pas	1	-	-	-
Ensemble des Français .	100	100	100	-

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Le contexte pré-électoral du début 1995 n'était pas étranger à l'évolution intervenue il y a un an. L'élection présidentielle et l'annonce d'initiatives ou d'expériences sur ce sujet ont probablement contribué à la poursuite de ce mouvement. Il a d'ailleurs été certainement accentué par le sentiment, maintenant partagé par quasiment toute la population, que les mesures actuelles de lutte contre le chômage sont « peu ou pas du tout efficaces » : 87% des Français expriment, en effet, cette opinion, contre 77% il y a un an (+ 10 points).

Autrement dit, la réduction du temps de travail pourrait être aujourd'hui considérée comme une des rares idées nouvelles de mesures anti-chômage : **l'espoir d'efficacité de cette mesure serait d'autant plus grand qu'est forte la conviction de l'impuissance des politiques actuelles à combattre le fléau.**

Ce n'est pas pour autant que les Français sont tous prêts à accepter une réduction généralisée du temps de travail. La mesure bute assurément, dans l'opinion publique, sur l'éventuelle diminution de salaire qui l'accompagnerait. Relevons, à ce propos, que 39% des actifs ne sont pas prêts aujourd'hui à une telle réduction salariale et que 43% ne l'envisageraient que « sous conditions ». Notons aussi que pour qu'une telle mesure soit susceptible de créer des emplois, 38% des Français considèrent qu'elle ne doit être accompagnée d'aucune réduction de salaire et 44% que la réduction salariale devrait être « modulée », c'est-à-dire ne pas être systématiquement égale à la diminution de la durée du travail.

Ces opinions sont d'ailleurs confortées par le constat que, cette année encore, les préférences des Français envers l'augmentation du pouvoir d'achat restent très au-dessus des attentes de temps libre, signe que le pessimisme en matière de conditions de vie futures reste fort : 63% des actifs préféreraient une augmentation de leur pouvoir d'achat, contre 37% qui opteraient pour un accroissement de leur temps libre (tableau 17)¹.

¹ Il reste que 24% des salariés exerçant à temps plein souhaiteraient travailler à temps partiel avec une diminution de salaire, si leur employeur l'acceptait (+ 2 points en un an).

Tableau 17
Quelle est votre préférence entre ... ?

(Question posée aux seuls actifs)

	(en %)									
	Début 1987	Début 1988	Début 1989	Début 1990	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996
Une amélioration de votre pouvoir d'achat.....	66	69	69	62	67	60	56	65	62	63
Un temps libre plus long	34	31	30	38	32	40	44	34	37	37
Ne sait pas	-	-	1	-	1	-	-	1	1	-
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Les plus gros demandeurs d'une augmentation de pouvoir d'achat sont toujours les groupes le plus directement touchés par des difficultés économiques : c'est, par exemple, le cas des ouvriers (73 % déclarent préférer un accroissement de leur pouvoir d'achat), ou des actifs disposant dans leur foyer de moins de 6 000 Francs mensuels (76 %).

Les plus gros demandeurs de temps libre restent les cadres, les bénéficiaires de revenus mensuels supérieurs à 15 000 Francs (45 à 46 % d'entre eux optent pour plus de temps libre) et surtout les diplômés de l'enseignement supérieur (50 %).

*

* *

Recul du désir de transformer radicalement la société, craintes accrues vis-à-vis du chômage, pessimisme record sur les conditions de vie futures, décalage persistant entre espoirs personnels et perceptions de l'état de la société, « l'accalmie » que l'on observe cette année dans la volonté contestataire, revendicative, du corps social français ressemble à ce qu'on nommera un « repliement » désenchanté, signe de la diffusion d'un sentiment, profondément désabusé, que « les choses » ne vont pas s'améliorer.

Comparé à la photographie en noir et blanc du début 1995, janvier 1996 ressemble étrangement à son « négatif », à ce qu'on appellera une certaine « **fin des illusions** » : le début d'amélioration économique ressenti alors a fait place aux interrogations dubitatives sur l'avenir ; la revendication radicale paraît avoir été remplacée par une certaine prudence résignée ; enfin, au regain de solidarité de l'an dernier, semble s'être substitué un « recroquevillement » sur ses propres acquis, qui conduit les Français à exprimer quelques doutes sur certaines prestations sociales.

Certes, on peut trouver, dans les diverses facettes des jugements exprimés, certains signes d'espoir : les inquiétudes ont cessé globalement de progresser ; les jugements des Français sur leur propre niveau de vie passé ne se sont pas détériorés ; le désir de réformes « progressives » s'est accru. Encore que certains groupes de la société restent au plus haut de l'insatisfaction (ouvriers et employés notamment).

En vérité, la question qui se pose est celle de la réalité, de la **durabilité**, de « l'accalmie réformatrice » qui semble avoir touché le corps social français après les grèves de fin 1995. S'agit-il d'une réaction provisoire, peu durable, qui sous l'effet d'un pessimisme accru vis-à-vis de l'avenir, pourrait être à l'origine d'une nouvelle période revendicative encore plus dure ? Ou s'agit-il au contraire d'un phénomène plus profond, marqué par un désir accru de transformations progressives, début d'une certaine sagesse constructive, celle qui viserait à transformer la société par la concertation et la négociation, plutôt que par des ruptures trop profondes ?

Il nous paraît encore trop tôt pour trancher en toute certitude : à vrai dire, le balancier des opinions hésite encore. Le corps social, désabusé, **attend manifestement les signes** qui le feront pencher - basculer ? - d'un côté ou de l'autre.

*

* *

A N N E X E

Une visualisation de l'Etat de l'Opinion au début 1996

Réalisée depuis dix-huit ans, l'enquête "*Conditions de vie et Aspirations des Français*" permet d'analyser, dans la durée, l'évolution de l'Etat de l'Opinion, ses grandes tendances, à travers notamment le suivi d'une série de variables significatives.

Seize de ces variables ont déjà été, à plusieurs reprises, sélectionnées pour définir ce que l'on appellera "**l'espace des opinions des Français**"¹. Encore convient-il de bien préciser que ces variables ne sont pas relatives à des situations objectives, mais à des **données de perception et d'opinions**. Il s'agit d'une part, d'informations concernant la perception que les Français ont de leurs conditions de vie personnelles (cadre de vie, satisfaction vis-à-vis de son état de santé ou de son budget) et d'autre part, de jugements généraux qu'ils portent sur des grands sujets de société (tels que la justice, le système de santé, la famille, le mariage, les transformations sociétales).

La batterie des questions retenues, utilisées comme variables actives d'une analyse des correspondances multiples, permet donc de construire, sur l'ensemble de la période², *l'espace des opinions des Français*. Cette construction permet de suivre à la fois :

- La trajectoire suivie dans cet espace par l'ensemble de la population française depuis 1979. On peut ainsi visualiser la place occupée par l'opinion en ce début 1996.
- La façon dont les différents groupes socio-démographiques se situent dans cet espace à chaque période d'enquêtes, notamment en janvier 1996.

¹ Voir, en particulier : "*L'évolution des différences d'opinions entre groupes socio-démographiques, une tentative de synthèse*", A. Dufour, J.L. Volatier, CREDOC, Février 1993. On trouvera la liste de ces variables page 41 ci-après.

² Les travaux réalisés par le CREDOC ont, en effet, montré la relative stabilité, depuis début 1979, de la structure de ces opinions.

Cette visualisation met en évidence un double constat :

- Le début 1996 est marqué par *une certaine stabilisation de l'insatisfaction*. Cette stabilisation relative provient d'un double mouvement contradictoire : diminution du radicalisme, mais augmentation du pessimisme vis-à-vis des conditions de vie futures. Ce « balancement » fait que dans certains groupes de la population, le mouvement de diminution de l'insatisfaction l'emporte (cadres, retraités, indépendants, parisiens et ruraux), tandis que pour d'autres, l'insatisfaction s'élève (femmes au foyer, habitants de grosses agglomérations de province). Quant aux employés et aux ouvriers, leur « moral » ne s'améliore toujours pas.
- Le mouvement général *vers plus de « modernisme »* en matière de moeurs, déjà enclenché l'année dernière, se poursuit. Il concerne surtout les personnes de 50-64 ans, les femmes au foyer et les habitants de communes rurales.

1. L'Espace général des Opinions (début 1979 - début 1996)

Les seize variables actives présentées ci-après contribuent à construire "l'espace général des opinions des Français"¹.

Cet espace met en évidence quatre zones d'opinions très marquées, qui proviennent de la combinaison des deux clivages "satisfaction/insatisfaction" et "modernisme/traditionalisme" (graphique A1).

Le premier axe : Satisfaction /insatisfaction

Le **premier axe** (horizontal) oppose, d'un côté les individus insatisfaits de leurs conditions de vie personnelles et du fonctionnement de la société à ceux qui, de l'autre côté, témoignent d'une satisfaction générale. Tous les indicateurs personnels subjectifs (restrictions, maux, état de santé), mais aussi les points de vue sur le fonctionnement de la société en général (opinions sur la justice, sur les transformations sociétales,...), sont corrélés entre eux. Il existe donc une tendance à être systématiquement satisfait ou insatisfait.

Ainsi, à gauche de la carte (graphique A1), figurent les individus "mécontents", qui pensent que leur niveau de vie personnel est beaucoup moins bon depuis dix ans et que leurs conditions de vie vont beaucoup se détériorer dans les cinq prochaines années. Ils ne sont pas satisfaits de leur état de santé, ni de leur cadre de vie, et déclarent plus souvent s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget. Leur critique à l'égard du fonctionnement de la justice est aussi plus insistante et ils souhaitent plus fréquemment des réformes radicales de la société française.

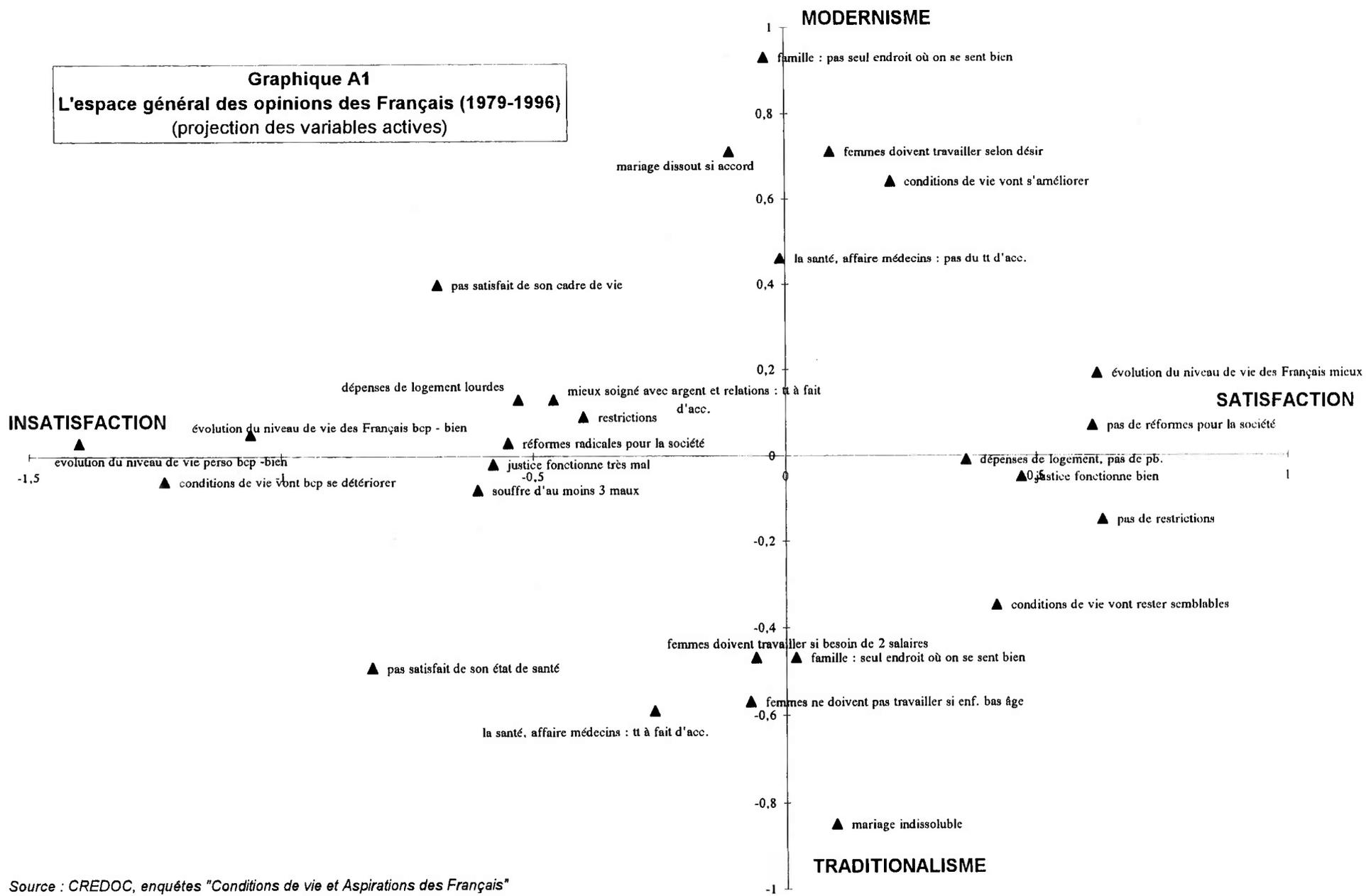
A l'opposé (à droite du graphique A1), se situe la zone dite de "satisfaction" qui est, au contraire, marquée par un relatif optimisme : on pense là davantage que le niveau de vie des Français et le sien propre vont mieux depuis dix ans, que les conditions de vie personnelles vont rester semblables ou s'améliorer dans les cinq prochaines années. Les individus de cette zone ne s'imposent pas régulièrement de restrictions. Ils ne pensent pas souvent que la société française a besoin de transformations profondes et ils estiment que la justice fonctionne bien.

Le deuxième axe : Traditionalisme/modernisme

Le **deuxième axe**, dont le contenu se résume, pour simplifier, à l'opposition "modernisme-traditionalisme", se détermine essentiellement à partir des opinions émises sur la famille, le mariage et le travail des femmes.

¹ Il s'agit du premier plan factoriel de l'analyse des correspondances multiples réalisée. Cette analyse porte sur plus de 36 000 individus (dix-huit vagues d'enquêtes).

Graphique A1
L'espace général des opinions des Français (1979-1996)
 (projection des variables actives)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Au Nord du graphique, se trouvent les individus ayant des opinions dites "modernistes" en matière de moeurs : ils pensent plutôt que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que le mariage peut être dissout par simple accord des deux parties, que les femmes devraient travailler quand elles le désirent.

A l'inverse, au Sud du graphique, les "traditionalistes" estiment que le mariage est une union indissoluble, que la famille est le seul endroit où l'on se sente bien, que les femmes ne doivent pas travailler si elles ont des enfants en bas âge ou bien qu'elles ne doivent le faire que si la famille ne peut vivre avec un seul salaire.

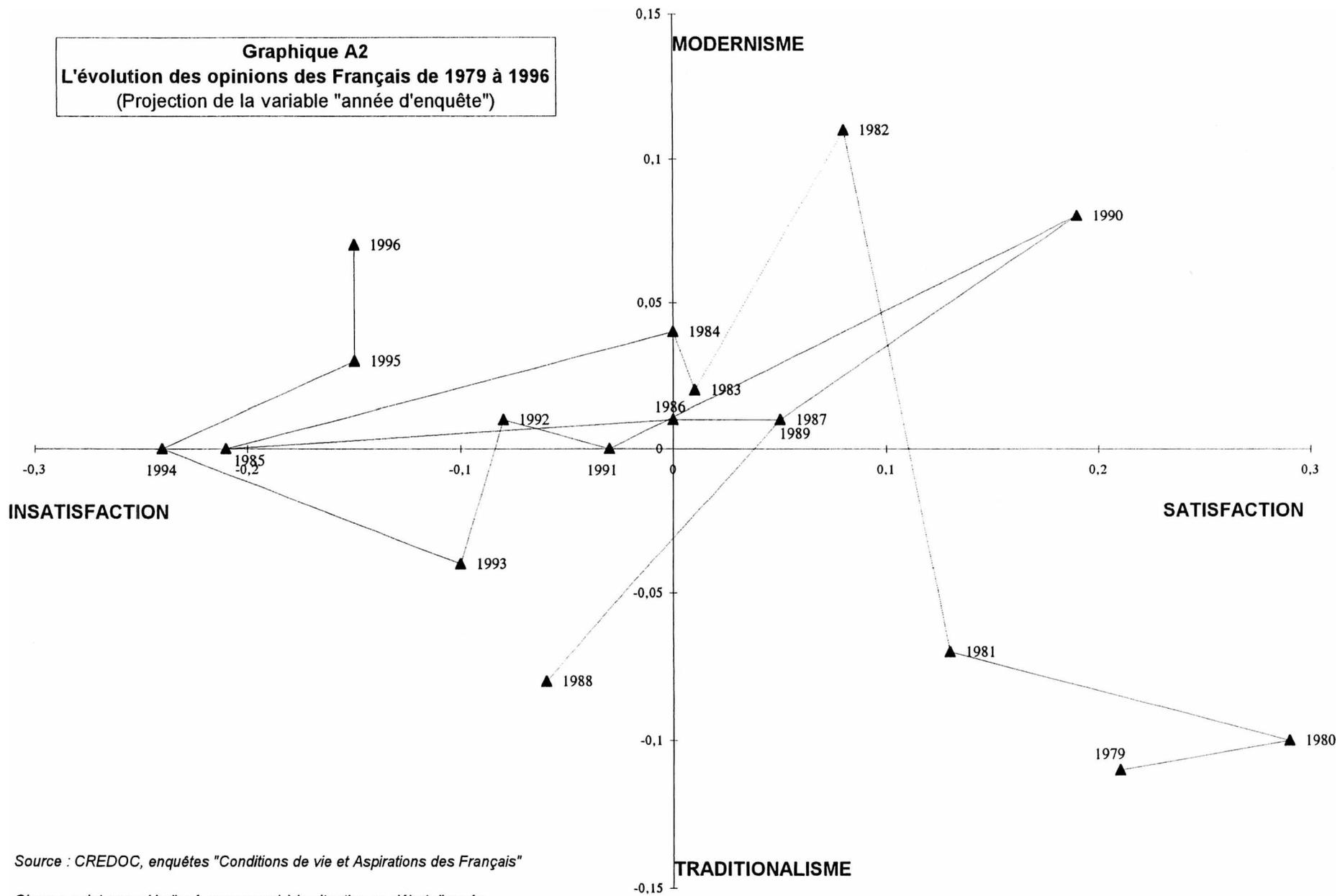
2. L'évolution, sur dix-sept ans, des opinions de l'ensemble de la population française. La situation au début 1996

La projection, dans l'espace défini ci-dessus, de la variable "année d'enquête" permet de suivre l'évolution de l'ensemble de la population française depuis le début 1979 (graphique A2).

Si l'on se contente de comparer les points extrêmes (début 1979 et début 1996), on remarque que l'évolution dans la période s'est traduite globalement par une **insatisfaction croissante** et un **plus grand modernisme**. Mais ce mouvement général a été atteint à la suite de nombreux revirements et inflexions. Sept grandes phases peuvent être grosso-modo décelées sur l'ensemble de la période (graphique A2) :

- 1 - De 1979 à 1982, une forte diffusion des opinions modernistes sur la famille, le mariage et le travail des femmes.
- 2 - De 1982 à 1985, une perte de vitesse des opinions modernistes et une très nette montée de l'insatisfaction.
- 3 - En 1986 et 1987, un recentrage des opinions.
- 4 - En 1988, un retour très sensible, mais limité dans le temps, aux valeurs traditionnelles.
- 5 - De 1988 à 1990, un regain du modernisme, accompagné du retour d'une certaine satisfaction.
- 6 - De 1990 au début 1994, une croissance continue de l'insatisfaction, allant de pair avec une diminution du modernisme.
- 7 - Janvier 1995 avait été marqué par un recul de l'insatisfaction, accompagné d'une légère montée du modernisme. Le début 1996 **montre une stabilisation du mécontentement et confirme la « poussée moderniste »**.

Graphique A2
L'évolution des opinions des Français de 1979 à 1996
 (Projection de la variable "année d'enquête")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.

Alors que 1994 se trouvait être l'année du plus fort **mécontentement** de la population française depuis 1979, le léger redressement qui s'était opéré en 1995 se maintient, sans s'amplifier. Cette stabilité apparente est la résultante de deux effets contradictoires : détérioration des anticipations sur les conditions de vie futures, recul du désir de transformation radicale de la société¹. Cette stabilité provient aussi du maintien quasi à l'identique des opinions portant sur l'évolution du niveau de vie personnel ou de celles concernant les restrictions ressenties.

Le développement du modernisme est, quant à lui, lié à la poursuite de l'évolution des opinions de la population **en matière d'activité féminine**. Il est conforté, on l'a vu, par le recul des opinions prônant l'indissolubilité du mariage.

Ces évolutions « moyennes » cachent cependant des différences importantes de trajectoires selon les groupes sociaux.

3. Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes socio-démographiques

De la même façon que l'on peut décrire la trajectoire de l'ensemble de la population française depuis 1979, on peut visualiser celle de chacune des principales catégories socio-démographiques.

Seuls trois critères seront présentés, ceux mettant en évidence les évolutions les plus sensibles intervenues entre début 1995 et janvier 1996 : ils concernent la localisation des enquêtés (Paris-province, ruraux-urbains), leur âge et leur profession-catégorie sociale.

Pour ce faire, nous n'avons pas représenté les seize positions de chaque groupe social au fil des ans, mais nous avons effectué des regroupements d'années, sauf pour la dernière période, celle qui nous intéresse ici. Pour chaque groupe socio-démographique, nous disposons donc de huit points permettant de suivre son évolution dans l'espace des opinions : 1979-1981, 1982-1984, 1985-1987, 1988-1990, 1991-1993, 1994, 1995, 1996. Ce choix vise à mettre notamment en évidence les fluctuations précises intervenues ces deux dernières années, en début 1995, puis en janvier 1996.

¹ « L'indicateur d'inquiétudes » n'entre pas dans les variables prises en compte pour construire l'espace des opinions : les questions sur les inquiétudes n'ont, en effet, été insérées dans l'enquête qu'au début 1982.

A - Une diminution de l'insatisfaction chez les Parisiens et les ruraux. Ces derniers gagnent aussi en modernisme (graphique A3).

D'une manière générale, quel que soit le groupe analysé, on observe que les évolutions de 1979 à 1996 se sont faites nettement plus le long de l'axe horizontal (satisfaction/insatisfaction) que sur l'axe vertical (axe de traditionalisme/modernisme). Même si cela est un peu moins vrai pour les habitants de Paris et de son agglomération au début de la période (1982-1990) ou pour les résidents de petites communes cette année.

En tout état de cause, en ce qui concerne les évolutions sur l'axe « satisfaction/insatisfaction », deux effets opposés apparaissent :

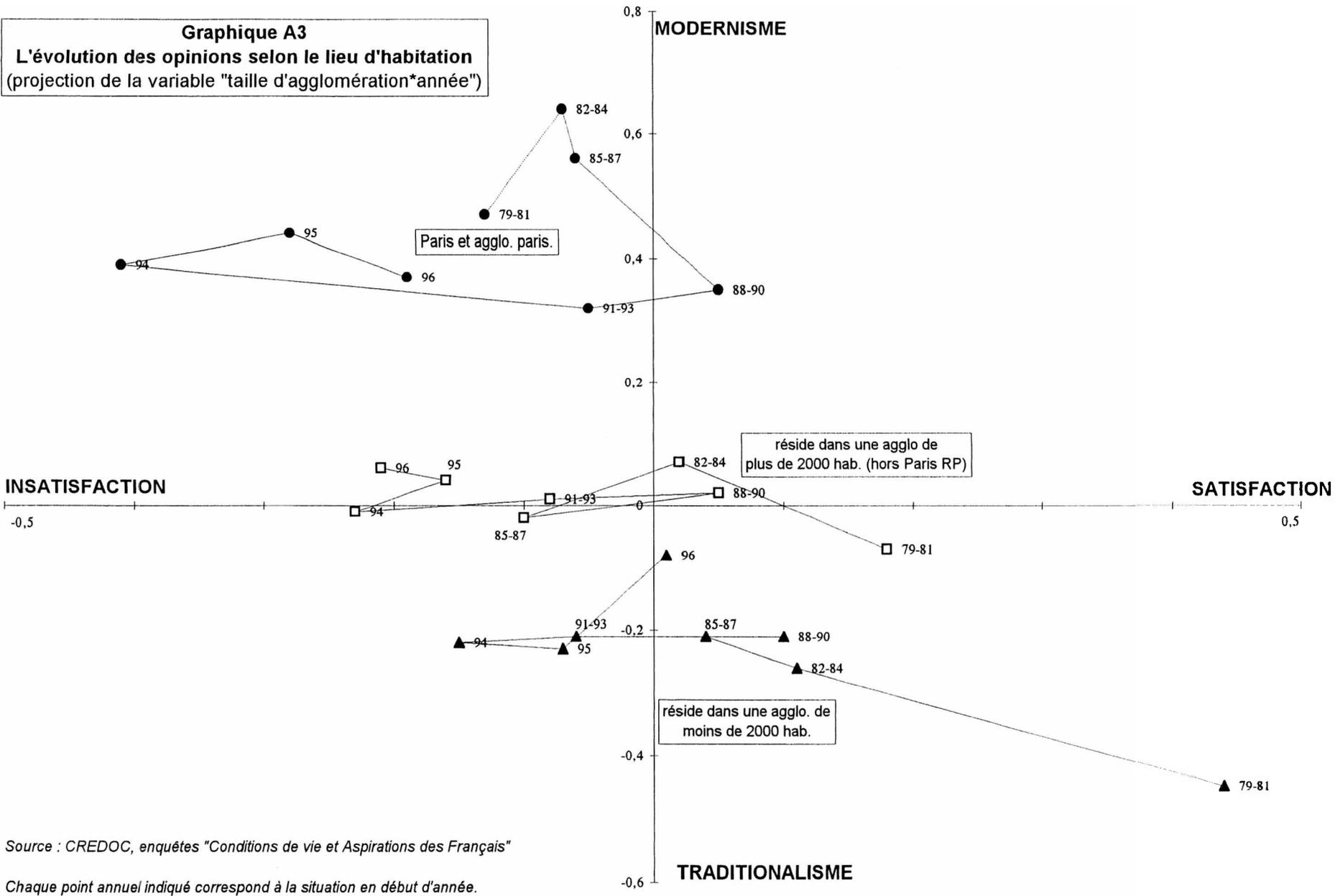
- Pour les **ruraux**, comme pour les « **Franciliens** » (habitants de Paris et de l'agglomération parisienne), le mouvement de diminution de l'insatisfaction commencé l'an dernier s'est poursuivi. Il a été un peu plus rapide pour les Parisiens que pour les habitants des petites communes, mais ces derniers passent maintenant du côté des « satisfaits » dans l'espace des opinions (graphique A3).

Mais, à vrai dire, l'amélioration du « moral » des Franciliens ne concerne que les **plus âgés d'entre eux** (plus de 40 ans), tandis que pour les plus jeunes, la situation reste stable, au niveau atteint l'an dernier.

Il est vrai qu'au début 1995, la diminution de l'insatisfaction avait été particulièrement forte chez les Parisiens de moins de 40 ans. Le « rattrapage » est donc manifeste cette année chez les **Franciliens les plus âgés** : c'est d'ailleurs ce groupe qui connaît, en janvier 1996, la plus forte amélioration de son moral. Par exemple, alors qu'il y a un an, 64% déclaraient s'imposer régulièrement des restrictions, cela ne concerne plus que 52% d'entre eux (- 12 points en un an, contre - 1 en moyenne). Leur insatisfaction globale reste, cependant, un peu plus forte aujourd'hui que celle de leurs cadets.

- Pour les **autres habitants de province**, c'est une augmentation de l'insatisfaction qui apparaît en ce début d'année 1996. Leur mécontentement est maintenant quasiment du même ordre que celui qu'ils exprimaient en janvier 1994. Ils passent ainsi devant les Parisiens en ce qui concerne l'insatisfaction exprimée.

Graphique A3
L'évolution des opinions selon le lieu d'habitation
 (projection de la variable "taille d'agglomération*année")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
 Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.

Par contre, les évolutions sur l'axe du « modernisme/traditionalisme » opposent les habitants des petites communes aux Franciliens :

- Figurant habituellement parmi les groupes les plus traditionalistes, les habitants des communes de moins de 2000 habitants opèrent cette année un mouvement sensible en direction du modernisme : 22 % d'entre eux estiment aujourd'hui que les femmes ne devraient jamais travailler lorsqu'elles ont des enfants en bas âge, contre 31 % il y a un an (- 9 points cette année, contre - 3 en moyenne).
- A l'inverse, l'amélioration du moral des Franciliens est allée de pair avec une légère diminution de leur modernisme. Ce recul concerne davantage les Parisiens de moins de 40 ans, même s'ils restent parmi les plus « avancées » en matière de mœurs.

B. Une poussée du modernisme chez les 50-64 ans (graphique A4)

Peu de variations sont apparues cette année dans les cinq classes d'âge retenues. Tout au plus, peut-on relever une légère diminution de l'insatisfaction dans toutes les catégories, sauf chez les 50-64 ans.

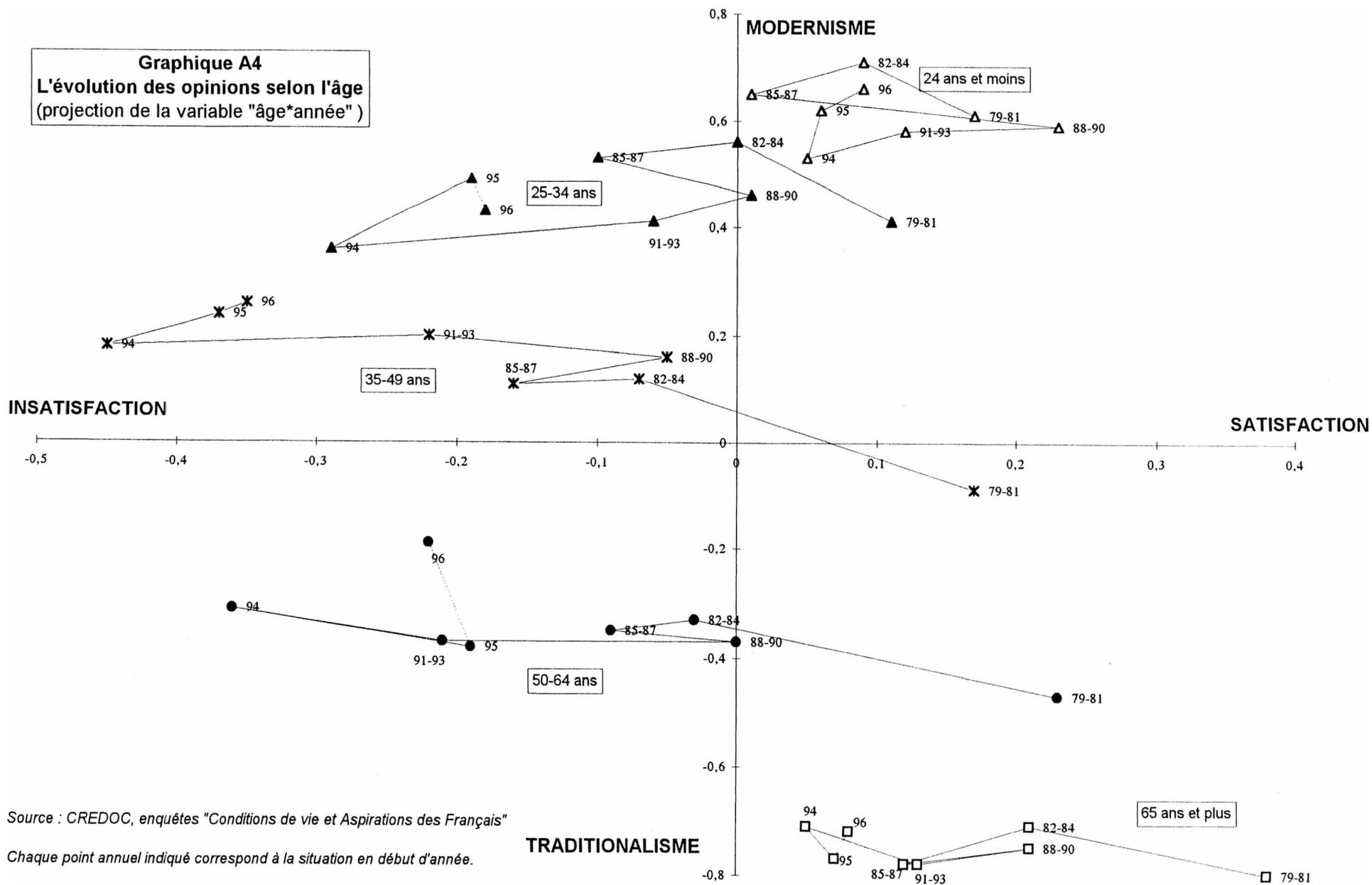
Les plus jeunes (moins de 24 ans) et les plus âgés des Français (plus de 65 ans) restent donc parmi les groupes les plus satisfaits, comme c'est le cas depuis une quinzaine d'années ; à l'inverse, les **personnes de 35 à 49 ans figurent toujours parmi celles qui expriment le plus fort mécontentement**, même si c'est chez elles qu'on observe, cette année, la plus sensible diminution de la demande de réformes radicales (- 13 points, cf. première partie de la note).

L'évolution la plus forte concerne, en fait, **les personnes de 50 à 64 ans** :

- D'une part, elles connaissent un léger accroissement de leur insatisfaction : il est vrai que ce groupe de population pense aujourd'hui, à 47 %, que ses conditions de vie dans les cinq ans à venir vont se détériorer (contre 41 % en moyenne).
- D'autre part, cette catégorie connaît, cette année, une poussée sensible du modernisme, alors qu'elle avait bien peu évolué sur ce registre depuis 1979 : 47 % des enquêtés de cet âge sont maintenant « favorables » à l'activité professionnelle des femmes, contre 38 % au début 1995 (+ 9 points en un an, contre + 3 en moyenne). Encore une fois, c'est sur leur attitude envers le travail des mères de jeunes enfants qu'on observe les plus fortes variations.

Enfin, chez les **25-34 ans**, on note un léger recul de l'insatisfaction, comme du modernisme. De fait, cette classe exprime maintenant un peu moins de mécontentement que celle des 50-64 ans.

Graphique A4
L'évolution des opinions selon l'âge
 (projection de la variable "âge*année")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.

C - Des évolutions très différenciées en fonction des catégories socio-professionnelles (graphiques A5 et A5 bis)

Contrairement à l'analyse en fonction de l'âge, des variations sensibles, et de sens différents, sont intervenues dans les divers groupes socio-professionnels, signe que l'état de l'opinion, que l'on qualifiera de « fluctuant », n'est peut-être pas encore, en ce début 1996, tout à fait stabilisé.

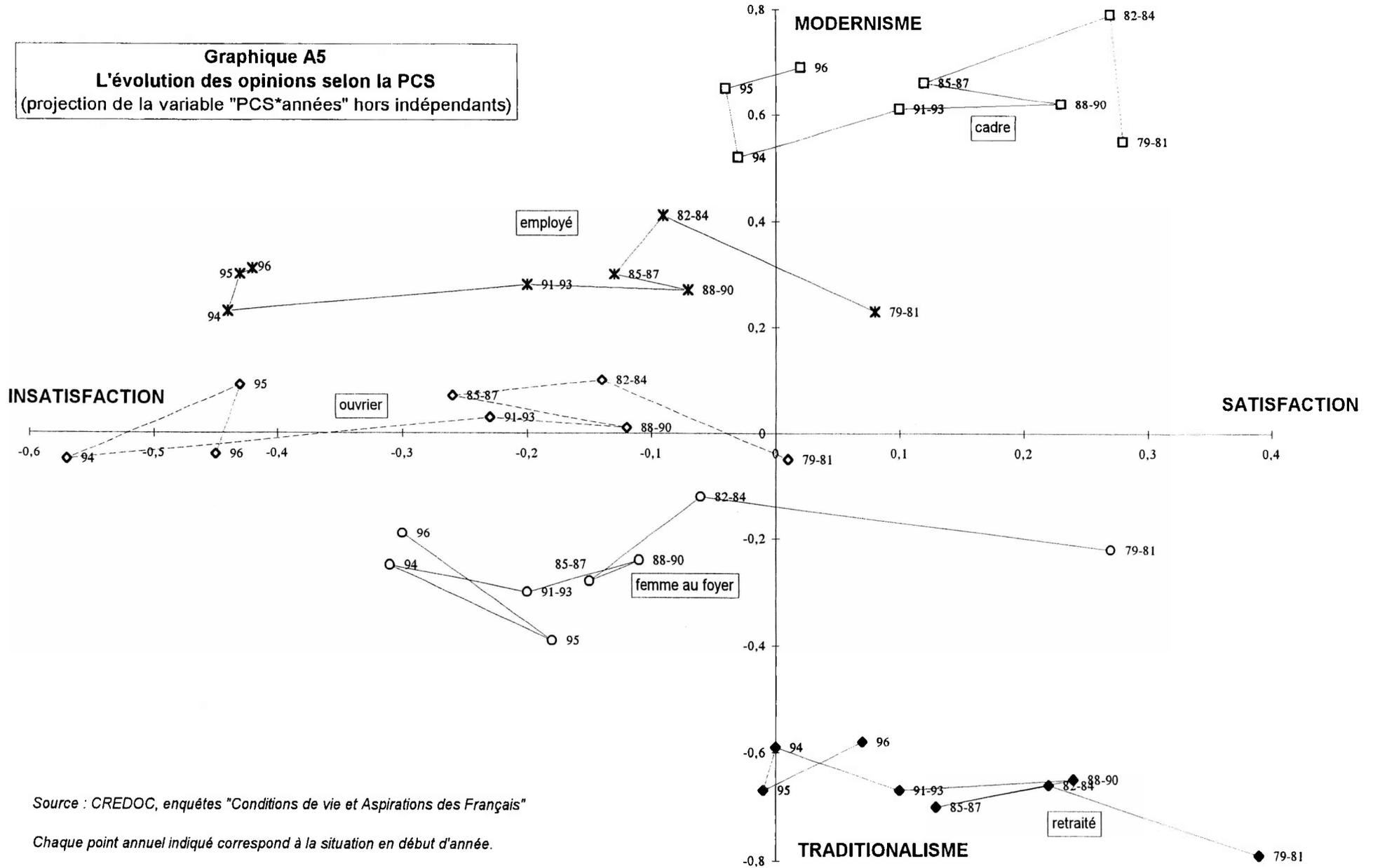
Certes, on observe toujours que les différents groupes se positionnent de manière très distincte dans « l'espace des opinions ». Les cadres d'abord, puis les employés, sont les plus modernistes ; les retraités, les plus traditionalistes.

Il reste que l'analyse des variations intervenues entre le début 1995 et la fin 1996 permet de dégager quatre éléments importants :

- **Le « moral » des cadres et celui des retraités se sont assez sensiblement améliorés.** Certes, il s'agit là des groupes qui figurent déjà, depuis treize ans, parmi les plus satisfaits ; mais leur mécontentement s'était élevé au début 1995. Les choses sont maintenant « rentrées dans l'ordre » : ces deux catégories retrouvent, cette année, leur place du côté de la « satisfaction » dans l'espace des opinions (graphique A5). Les deux groupes ont aussi évolué vers plus de modernisme ; ce mouvement a été encore plus prononcé chez les retraités que chez les cadres, même si les seconds restent de loin le plus en avance en matière de moeurs.
- **Les travailleurs indépendants¹ avaient connu dans le courant 1994 une amélioration spectaculaire de leur moral, après avoir traversé, en seize ans, tout l'espace des opinions, de la satisfaction totale à l'insatisfaction contestataire (graphique A5 bis). Cette amélioration a continué cette année : ils se retrouvent maintenant quasiment au centre de « l'espace des opinions ». Ils ont d'ailleurs, eux aussi, connu une évolution moderniste depuis deux ans ; ils se projettent maintenant dans la partie « Nord » du graphique.**
- **L'insatisfaction exprimée par les ouvriers et les employés reste, par opposition, à un niveau fort élevé.** Seule variation significative : la légère diminution du mécontentement des employés et le faible accroissement de celui des ouvriers renversent la situation qui s'était nouvellement créée au début 1995. Les ouvriers retrouvent **la place de tête dans le pessimisme exprimé.** Le mal-être des ouvriers s'est traduit aussi par une évolution à contre-courant en matière de moeurs : ils affichent des positions cette année plus traditionalistes qu'en janvier 1995.

¹ Sous cette rubrique, figurent les exploitants agricoles, les artisans, les commerçants et les chefs d'entreprises (les professions libérales ont été classées avec les cadres). La projection de ce groupe dans l'espace des opinions est réalisée au graphique A5 bis pour éviter les chevauchements avec d'autres catégories.

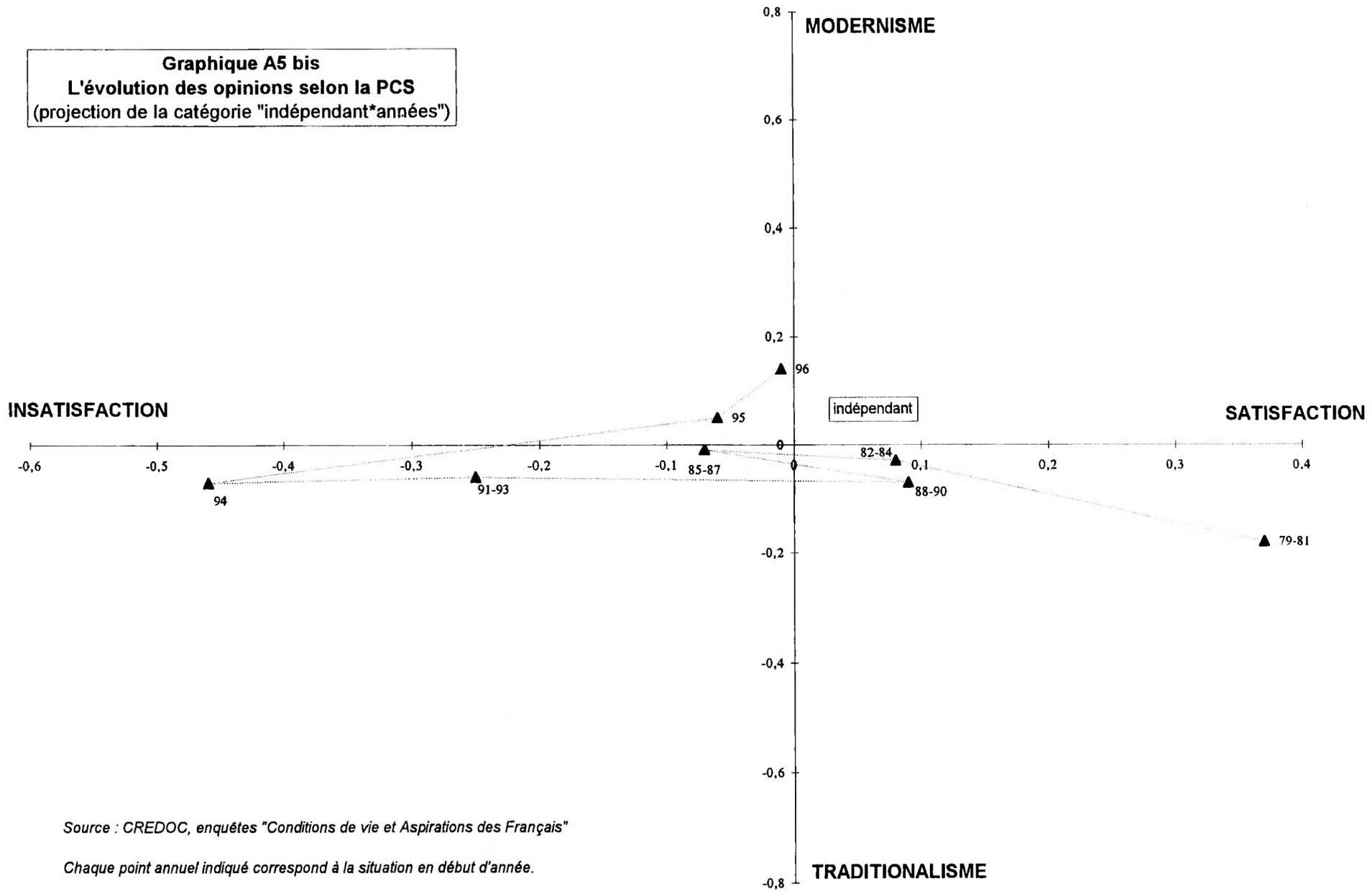
Graphique A5
L'évolution des opinions selon la PCS
 (projection de la variable "PCS*années" hors indépendants)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.

Graphique A5 bis
L'évolution des opinions selon la PCS
 (projection de la catégorie "indépendant*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.

- Enfin, l'amélioration qui avait affecté le moral des **femmes au foyer** l'an dernier n'a été que de courte durée : celles-ci constituent, de tous les groupes sociaux, celui qui a connu, cette année, la plus forte dégradation. Les femmes au foyer retrouvent ainsi quasiment la même place que celle qui avait été la leur il y a deux ans dans l'espace des opinions : celle relative à l'expression d'un mécontentement qui n'a jamais été, chez elles, aussi élevé depuis 1979. Elles ont cependant nettement gagné en modernisme : alors qu'elles-mêmes n'exercent pas d'activité professionnelle, elles expriment maintenant un peu plus souvent leur acceptation de la possibilité, pour les femmes, de choisir de travailler. Mais surtout 33% d'entre elles considèraient, il y a un an, le mariage comme indissoluble, contre 27% cette année (- 6 points, contre - 1 en moyenne).

Au total, si l'on résume l'ensemble de ces données, quatre conclusions s'en dégagent :

- Les groupes ayant connu, entre début 1995 et janvier 1996, **la diminution la plus forte de l'insatisfaction** sont les suivants, dans l'ordre¹ :
 1. Les parisiens de plus de 40 ans
 2. Les habitants des communes rurales
 3. Les retraités
 4. Les cadres et les indépendants

- Ceux ayant subi **la dégradation la plus sensible** sont, dans l'ordre¹ :
 1. Les femmes au foyer
 2. Les provinciaux (hors habitants des communes rurales)

- Les groupes situés, aujourd'hui, **au plus haut du point de vue du mécontentement** sont, dans l'ordre¹ :
 1. Les ouvriers
 2. Les employés
 3. Les 35-49 ans

- Enfin, **la poussée de modernisme** intervenue dans l'année a été la plus marquante, dans l'ordre², pour :
 1. Les femmes au foyer
 2. Les 50-64 ans
 3. Les habitants des communes rurales.

On comprend ainsi, à cette énumération, qu'un **décalage grandissant** semble avoir affecté les différents groupes de la population ; mais on observe aussi, l'un expliquant l'autre, que les évolutions de sens contraire mises en évidence en ce début 1996 traduisent **une certaine instabilité** de l'opinion.

*

*

*

¹ Ce classement est élaboré à partir des coordonnées de chaque catégorie sur l'axe de satisfaction/insatisfaction de l'espace des opinions.

² Ce classement est élaboré à partir des coordonnées de chaque catégorie sur l'axe de modernisme/traditionalisme de l'espace des opinions.

Liste des seize variables actives de l'analyse

- Evolution ressentie du niveau de vie personnel au cours des dix dernières années.
- Evolution ressentie du niveau de vie des Français au cours des dix dernières années.
- Evolution attendue de ses conditions de vie dans les cinq prochaines années.
- Sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur certains postes de son budget.
- Opinion sur son cadre de vie quotidien.
- Opinion sur les dépenses de logement.
- Satisfaction vis-à-vis de son état de santé personnel.
- Souffrance de symptômes ou maux de société (indicateur synthétique du nombre de maux dont on souffre, parmi les suivants : maux de tête, mal de dos, nervosité, état dépressif, insomnies).
- Accord avec l'idée : "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu".
- Opinion sur le mariage : indissoluble/dissout si problème grave/dissout si accord.
- Opinion sur le travail des femmes.
- Opinion concernant l'effet des découvertes scientifiques en matière d'amélioration de la vie quotidienne.
- Opinion sur les transformations de la société.
- Opinion sur la justice.
- Accord avec l'idée : "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins".
- Accord avec l'idée : "on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations".

2

C
R

M
3